

Netherlands Institute for  
**Multiparty Democracy**

*Institut Néerlandais pour la Démocratie Multipartite*

# PROMOUVOIR LA REACTIVITÉ POLITIQUE PAR DES ACTIONS DE REDEVABILITÉ

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU NIGER, DU GUATEMALA ET DU KENYA

# REDEVABILITÉ & RÉACTIVITÉ POLITIQUE

Issu du terme « accountable » (redevable), dont les racines remontent à l'ancien français « acontable », signifiant être tenu de rendre des comptes, la redevabilité consiste à assumer ou à endosser la responsabilité de ses actions ou omissions. Elle est considérée comme l'une des valeurs essentielles d'une démocratie saine, notamment en raison de son rôle dans la lutte contre l'impunité et la promotion de la réactivité politique.

Ce document s'appuie sur le cadre conceptuel du NIMD, qui explore et décortique la notion de la réactivité politique, et explique comment le NIMD et ses partenaires l'intègrent dans leurs programmes. Selon ce cadre, la redevabilité et l'inclusion sont au cœur de la réactivité politique. Autrement dit, les politiciens (et plus largement, les acteurs politiques) doivent placer les citoyens au centre de leur action à travers des politiques, des pratiques et des mesures inclusives et redevables.

Ce document explore trois études de cas montrant comment le NIMD (et ses partenaires) a intégré des actions de redevabilité dans ses programmes pour encourager et promouvoir la réactivité politique au [Niger](#), [Guatemala](#), et au [Kenya](#).

## POURQUOI CETTE PUBLICATION ?

Ces études de cas apportent des enseignements et des recommandations, certaines propres à un contexte particulier, d'autres plus transversales, sur les éléments à considérer lors de la conception d'initiatives similaires dans d'autres contextes.

Une leçon fondamentale, commune à toutes ces analyses, est que la redevabilité demeure une question sensible en politique. Si elle est largement évoquée, sa mise en pratique reste rare. Dès lors que des réputations et des intérêts carriéristes sont en jeu, les acteurs politiques qui s'estiment visés n'hésitent pas à riposter par tous les moyens, ce qui peut fragiliser les initiatives engagées en ce sens. Il est donc essentiel d'éviter des approches conflictuelles ou inquisitrices, telles que le dénigrement public, qui

risqueraient de les mettre sur la défensive et de susciter un effet de rejet compromettant la viabilité des programmes concernés.

Ces études de cas ont été élaborées pour aider les praticiens de la démocratie et les fournisseurs d'assistance qui cherchent à renforcer et à améliorer leurs programmes en matière de réactivité politique, que ce soit par la reproduction ou le développement d'initiatives similaires. Les trois études examinent dans quelle mesure ces initiatives ont échoué ou réussi, ainsi que les facteurs ayant contribué à ces résultats. Cliquez [ici](#) pour découvrir nos enseignements et recommandations.

LISEZ LA PUBLICATION COMPLÈTE [ICI](#).



# PRÉSI-MÈTRE

## REDEVABILITÉ DE L'EXÉCUTIF AU NIGER

L'étude de cas du Niger se concentre sur la redevabilité de l'exécutif. Elle examine comment le NIMD et ses partenaires locaux ont conçu et utilisé le Prési-mètre comme outil pour suivre et évaluer la mise en œuvre par le président du Niger de ses promesses de campagne et de programme politique, dans un contexte de transition démocratique. D'où le terme « Prési- » [pour président] et « mètre » [pour mesurer]. Elle met en lumière, parmi plusieurs enseignements clés, l'importance du timing et des opportunités, ainsi que de la collaboration avec les acteurs gouvernementaux pour assurer le succès de telles initiatives

Inspiré par des initiatives similaires au Burkina Faso, au Nigeria, au Sénégal et par des outils d'enquête comme l'Afrobaromètre, l'objectif global du Prési-mètre était de consolider le cadre démocratique et de renforcer les obligations de redevabilité du gouvernement envers les citoyens. La conception et la mise en œuvre du Prési-mètre au Niger ont été guidées par des dynamiques contextuelles uniques. Celles-ci incluent, par exemple, la nécessité de remédier à une culture d'exclusion politique, notamment des jeunes et des femmes, et d'améliorer la gouvernance. Cela a été réalisé en créant des espaces où les citoyens peuvent interagir directement avec les dirigeants pour examiner et les tenir responsables de leurs promesses et programmes politiques.

### COMMENT CELA FONCTIONNE

Le Prési-mètre a été déployé en deux phases – une phase de recherche et une phase de plateforme de redevabilité. Durant la phase de recherche, les informations sont recueillies grâce à des enquêtes en ligne et des entretiens en face-à-face sur la perception qu'ont les citoyens de la mise en œuvre par le gouvernement de ses programmes politiques ou de ses promesses de campagne. Un questionnaire élaboré par un groupe de travail mixte composé d'acteurs civils et gouvernementaux est l'outil principal utilisé pour les enquêtes et les entretiens.

Lors de la phase de plateforme de redevabilité, des groupes de citoyens, des organisations de la société civile (OSC) et des acteurs gouvernementaux se réunissent pour discuter des conclusions des rapports produits durant la première phase. La plateforme rassemble généralement environ 100 participants issus de ces différents secteurs

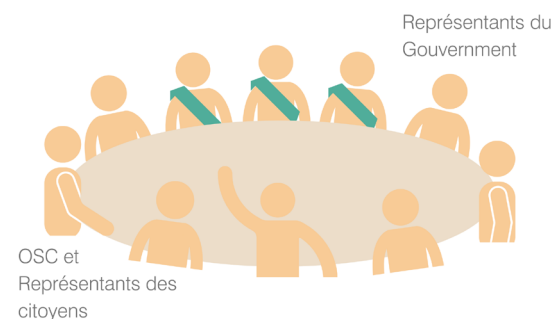
Avec l'avènement d'une junte (gouvernement militaire) en juillet 2023, le projet a été adapté pour se concentrer sur le suivi de la mise en œuvre du plan de transition de la junte.

CLIQUEZ [ICI](#) POUR LIRE L'ÉTUDE DE CAS SUR LE NIGER.

## 1 PHASE DE RECHERCHE



## 2 PHASE DE REDEVABILITÉ



### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la capacité des jeunes et des femmes à influencer et à diriger pour un meilleur engagement social et politique
- Contribuer à améliorer la redevabilité sociale des leaders politiques et des responsables administratifs afin que les citoyens puissent revendiquer et jouir de leurs droits.
- Soutenir les jeunes et les femmes afin qu'ils participent de manière significative et que leurs voix et opinions soient entendues sur les questions politiques

# COMMISSIONS DE TRANSPARENCE CITOYENNE

## REDEVABILITÉ VERTICALE AU GUATEMALA

À travers le réseau des Commissions de Transparence Citoyenne (CTC), une initiative citoyenne ciblant les responsables gouvernementaux aux niveaux municipal et national, le Guatemala offre des exemples des possibilités limitées de succès lors de la conception et de la mise en œuvre d'actions de redevabilité dans des contextes d'espace civique restreint. L'étude de cas fournit des enseignements clés sur les actions à entreprendre pour atteindre les objectifs visés et les écueils à éviter.

Bien qu'étant l'une des plus grandes économies d'Amérique centrale, le Guatemala présente l'un des indices de développement humain les plus bas et les niveaux d'inégalité les plus élevés de la région. 59 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et un quart en dessous du seuil de pauvreté extrême, tandis que l'État peine à répondre aux besoins de prestation de services, en particulier au niveau municipal. La corruption et le détournement de fonds publics, endémiques, sont en partie une cause centrale de cette réalité. Dans ce contexte, un processus organique initié en 2013 par des citoyens mécontents et visant à s'organiser pour exiger la redevabilité des responsables publics a vu le jour. L'initiative s'est ensuite étendue à d'autres villes et municipalités, commençant par la capitale.

### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Structurer des groupes de citoyens au sein de commissions citoyennes de transparence afin d'exiger la reddition de comptes des responsables publics.
- Lutter contre le détournement de fonds publics par les autorités locales au niveau municipal.

### COMMENT CELA FONCTIONNE

Une commission citoyenne identifie et sélectionne des questions pertinentes pour un audit ou un contrôle. Ensuite, la commission sollicite l'autorité compétente pour obtenir des informations sur le sujet choisi (en s'appuyant sur le droit d'accès à l'information inscrit dans le cadre constitutionnel et légal). Les informations reçues sont analysées avec l'aide d'experts-analystes. Une triangulation supplémentaire, via des entretiens avec d'autres sources, peut être réalisée dans certains cas. Dans une quatrième phase, un rapport des conclusions est ensuite rédigé. Une phase de diffusion peut inclure des conférences de presse publiques avec les médias, lors desquelles le rapport est présenté. Le rapport est également partagé avec le Congrès ou l'assemblée législative, qui l'a souvent utilisé pour renforcer son rôle de contrôle sur le gouvernement (en convoquant les autorités mentionnées dans les rapports pour des questions ou des enquêtes supplémentaires).

CLIQUEZ [ICI](#) POUR LIRE L'ÉTUDE DE CAS SUR LE GUATEMALA.

**ETAPE 1**  
SÉLECTION D'UNE  
QUESTION PERTINENTE



**ETAPE 2**  
LA COMMISSION  
DEMANDE DES  
INFORMATIONS



LA COMMISSION SOLLICITE LES  
AUTORITES COOMPETENTES POUR  
OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LA  
QUESTION SELECTIONNÉE



**ETAPE 3**  
ANALYSE DE  
L'INFORMATION PA  
COMMISSION

**ETAPE 4**  
LA COMMISSION  
RÉDIGE UN RAPPORT  
DES CONCLUSIONS



**ETAPE 5**  
PARTAGE DU RAPPORT  
DANS UNE CONFERENCE  
DE PRESSE ET AVEC LE  
PARLEMENT



# FICHE D'ÉVALUATION PARLEMENTAIRE

## REDEVABILITÉ LÉGISLATIVE AU KENYA

Le Kenya offre des enseignements sur la manière dont la société civile s'appuie sur des outils de technologie civique (CivTech), en l'occurrence des fiches d'évaluation, pour tenir les députés responsables. Les fiches d'évaluation sont des outils de suivi qui mesurent la performance des députés afin d'améliorer la transparence et la redevabilité, tout en contribuant à une meilleure réactivité politique.

En 2010, le Kenya a adopté une nouvelle Constitution qui place la transparence et la redevabilité au cœur de son système de gouvernance. Parallèlement, le pays a connu des avancées dans les technologies de l'information et de la communication, notamment internet, offrant un potentiel énorme pour promouvoir une gouvernance transparente et responsable. Cependant, ce n'est qu'après cette période que son potentiel transformateur a été reconnu, lorsque le Parlement a commencé à l'utiliser pour informer le public de ses travaux, par exemple grâce à des diffusions en direct et à la numérisation des archives.

C'est à cette époque que Mzalendo Trust, partenaire du NIMD – une organisation de surveillance parlementaire – armé de connaissances technologiques et d'un esprit de citoyenneté active, a développé une plateforme où les citoyens pouvaient trouver des informations de base sur leurs députés. Cela a finalement conduit au lancement du premier rapport sur les fiches d'évaluation, utilisant des informations extraites des procès-verbaux numérisés.

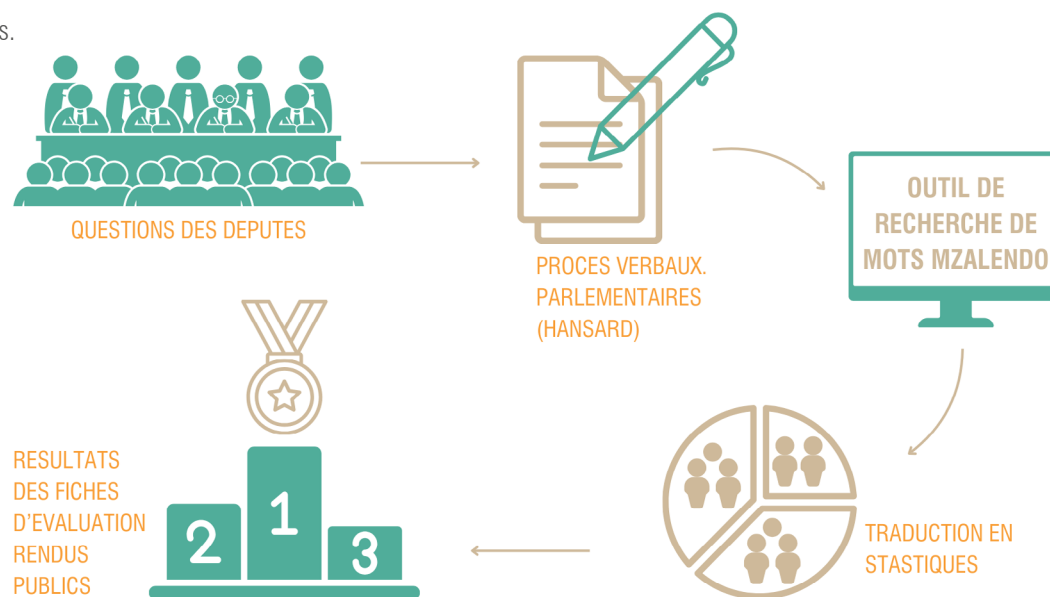
### OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la capacité des jeunes et des femmes à influencer et à diriger pour un meilleur engagement social et politique.
- Permettre aux citoyens d'accéder aux activités parlementaires en analysant et en résumant les informations sur la performance parlementaire.
- Sensibiliser les citoyens au rôle des députés et aux fonctions clés du Parlement.
- Soutenir une participation citoyenne significative dans l'élaboration des lois et des politiques publiques.
- Contribuer à l'amélioration de la redevabilité sociale des leaders politiques.

### COMMENT CELA FONCTIONNE

Les fiches d'évaluation s'appuient sur toutes les informations publiquement disponibles concernant les activités des députés. Dans un premier temps, les données sont collectées à partir de multiples sources, notamment les questions parlementaires, les motions, les déclarations, les amendements, les projets de loi d'initiative parlementaire, ainsi que les procès-verbaux de l'Assemblée nationale et du Sénat. Un outil de recherche de mots en open source est ensuite utilisé pour identifier le nombre de fois où les députés ont contribué aux sessions plénières. Enfin, les données sont analysées et traduites en statistiques qui constituent le contenu principal des fiches d'évaluation.

CLIQUEZ [ICI](#) POUR LIRE L'ÉTUDE DE CAS SUR LE KENYA.



# RECOMMANDATIONS CLÉS

## IDENTIFIER ET NOUER DES ALLIANCES AVEC LES DEFENSEURS DE LA REDEVABILITÉ

Si la plupart des acteurs politiques, notamment ceux engagés dans la politique partisane, reconnaissent l'importance de la redevabilité pour une gouvernance efficace, ils peuvent néanmoins la négliger dès lors qu'ils se sentent personnellement visés. Toutefois, les expériences du Guatemala et du Kenya montrent qu'il existe toujours, au sein du système, des figures engagées prêtes à soutenir de telles initiatives. Savoir les identifier et s'allier à ces acteurs clés peut s'avérer décisif pour la réussite de votre action.

## OBTENIR UN SOUTIEN POLITIQUE AU PLUS HAUT NIVEAU ET CO-CREER

Les études de cas du Niger et du Guatemala illustrent les effets contrastés de l'implication des autorités politiques. Au Guatemala, l'absence d'adhésion et de co-construction avec les décideurs a provoqué un rejet, compromettant le succès de l'initiative dans certaines municipalités. À l'inverse, au Niger, une implication précoce des autorités a permis d'assurer leur soutien et d'ancrer durablement le projet. Lorsqu'une telle opportunité se présente, il est essentiel de rechercher l'adhésion des plus hautes instances et d'identifier des intérêts convergents pour co-crée l'initiative, en la présentant comme une démarche mutuellement bénéfique.

## S'APPUYER SUR UN CADRE NORMATIF SOLIDE

Le succès des initiatives en matière de redevabilité repose sur un accès large et garanti à l'information. Sans un cadre légal assurant ce droit, ces actions risquent d'échouer, surtout dans un contexte où l'État se montre hostile. L'adoption de dispositifs juridiques appropriés offre non seulement une base légale aux initiatives citoyennes, mais également une protection essentielle pour leur mise en œuvre.

## ÉVITER LE DÉNIGREMENT PUBLIC

Dans leur discours, les responsables politiques mettent souvent en avant la redevabilité comme un pilier de la gouvernance démocratique et réactive. Pourtant, peu d'entre eux appliquent réellement ces principes et moins encore acceptent d'être tenus pour responsables. L'expérience du Guatemala montre à quel point certains peuvent adopter une posture défensive, voire revancharde, lorsqu'ils se sentent mis en cause. Comme évoqué précédemment, il est donc primordial de faire preuve de tact et d'éviter les approches conflictuelles ou accusatoires, telles que le dénigrement public, qui risquent d'exacerber les tensions et de nuire à la viabilité du projet.

## PRIVILÉGER UNE APPROCHE INTÉGRÉE

Les Commissions de Transparence Citoyenne mises en place au Guatemala ont dû faire face à une défiance généralisée et à des tensions avec les autorités, ce qui a limité leur impact dans certaines municipalités. À l'inverse, le succès des fiches d'évaluation au Kenya s'explique en partie par une collaboration préalable avec le Parlement sur des enjeux connexes, favorisant ainsi un climat de confiance propice à leur mise en œuvre. Plutôt que d'être menées de manière isolée, les initiatives s'inscrivent plus efficacement dans une stratégie globale, en établissant des synergies avec d'autres actions pour renforcer leur portée et leur acceptabilité.

LIRE LA PUBLICATION COMPLÈTE

